



Convention de Partenariat – Fonds européens
ETUDE EN PLEIN CHAMP DE VALORISATION DES
SEDIMENTS DE DRAGAGE POUR LA RESTRUCTURATION
DE SOLS FORESTIERS

2023CONV026

La présente convention est signée :

Entre le **Syndicat Intercommunal du Bassin d'Arcachon (SIBA)**,
bénéficiaire chef de file, représenté par son Président, Monsieur Yves
FOULON

Coordonnées du bénéficiaire chef de file :

Raison sociale : Syndicat Intercommunal du Bassin d'Arcachon (SIBA)

Adresse : 16 allée CORRIGAN

Code postal : 33120 Localisation communale : ARCACHON

SIRET/SIREN : 253 306 435 00012

Et le **Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon (SMPBA)**,
représenté par son Président, Monsieur Jean GALAND

Coordonnées du bénéficiaire partenaire 1 :

Raison sociale : Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon (SMPBA)

Adresse : DOM DE CERTES

Code postal : 33980 Localisation communale : AUDENGE

SIRET/SIREN : 20007599200012

Et la **Commune d'Andernos-Les-Bains**, représentée par son Maire,
Monsieur Jean-Yves ROSAZZA,

Coordonnées du bénéficiaire partenaire 2 :

Raison sociale : Commune d'Andernos-Les-Bains

Adresse : Boulevard de la République

Code postal : 33510 Localisation communale : Andernos-les-Bains

SIRET/SIREN : 21330005600016

Préambule/contexte

Pour maintenir les niveaux d'eau nécessaires aux usagers et sécuriser les voies navigables du Bassin d'Arcachon, des opérations de dragage doivent s'opérer régulièrement. Les sédiments extraits de ces opérations, même réglementairement immergeables, sont ramenés à terre dans des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE), choix plébiscité par les élus et la société civile locale compte-tenu de la sensibilité environnementale du Bassin.

De ce fait, leur valorisation constitue tout l'enjeu d'une planification efficiente pour de nouvelles opérations de dragage.

Aussi le SIBA s'emploie depuis de nombreuses années pour développer des filières de valorisation de ces matériaux en réponse aux besoins du territoire et créer ainsi de véritables boucles d'économie circulaire (support de culture commercialisé, pistes cyclables et forestières, remblais, ...).

Le SIBA et le SMPBA se fixent un objectif de valorisation de 30 000 m³ de sédiments par an. Actuellement les filières de valorisation permettent de réemployer en moyenne 9 800 m³ de sédiments par an depuis 2018. Le développement de nouveaux débouchés pour ces matériaux est donc indispensable pour satisfaire aux besoins des usagers portuaires.

Etant situé au cœur du domaine forestier des Landes de Gascogne, l'orientation des études pour une valorisation des sédiments en milieu sylvicole s'est imposée. En effet, le caractère fin et absorbant des sédiments représente un atout pour diminuer l'intensité de lessivage, augmenter les capacités de réserve et ainsi diminuer les périodes de stress hydrique du sol. Aussi, des études préliminaires, réalisée par l'institut technique du Bois (FCBA) en 2012 et 2020, ont montré l'innocuité des sédiments marins par rapport à la culture du pin maritime. Cela permet de passer à une seconde phase pour évaluer la valeur agronomique et l'innocuité environnementale des sédiments employés en plein champ.

Cette étude consiste à mettre en œuvre une expérimentation sur une parcelle forestière de pins maritimes dont le sol aura été restructuré par l'apport de sédiments de dragage avant la plantation. Elle valorisera l'ensemble des sédiments présents sur le site des Quinconces, indispensable à la réalisation du prochain dragage du port d'Andernos les Bains, sollicité par les filières maritimes.

Pour ce projet, le SIBA sera chef de file et prendra en charge le suivi de la qualité de l'eau et des pins. Il aura en partenaires, le SMPBA pour la préparation, le transport des sédiments et la mise en œuvre des essais ; la commune d'Andernos-les-Bains pour la mise à disposition d'une parcelle forestière et sa plantation suivant le protocole défini ; la Chambre d'Agriculture 17-79, spécialiste de la reconstitution de sol agricole à partir de sédiments de dragage.

Pour permettre la réalisation de ce projet, une subvention a été sollicitée auprès du GALPA Bassin d'Arcachon-Val de l'Eyre, fonds DLAL-FEAMPA, piloté par le Pays Barval.

Article 1 : Objet de la présente convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions de mise en œuvre du projet partenarial sous la responsabilité du SIBA, bénéficiaire désigné « chef de file », avec ses partenaires pour l'opération intitulée ETUDE EN PLEIN CHAMP DE VALORISATION DES SEDIMENTS DE DRAGAGE POUR LA RESTRUCTURATION DE SOLS FORESTIERS.

Elle détermine les droits, obligations et responsabilités du bénéficiaire chef de file et des partenaires, et fixe les modalités de gestion et de suivi du projet, et des dispositions permettant de les appliquer.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention s'applique dès la date de la première dépense éligible et reste en vigueur tant que le bénéficiaire chef de file ne s'est pas pleinement acquitté de ses obligations contractuelles fixées dans la convention qu'il aura passée avec l'autorité de gestion. La convention, les droits, obligations et responsabilités des signataires devront s'appliquer pendant toute la durée de la convention attributive d'aide européenne signée entre le bénéficiaire chef de file et la Région Nouvelle-Aquitaine, organisme intermédiaire du FEAMPA.

La modification de la durée de la convention attributive d'aide conclue entre la Région Nouvelle-Aquitaine, en tant qu'organisme intermédiaire du FEAMPA, et le bénéficiaire chef de file modifie de facto la durée de la présente convention.

Article 3 : Présentation de l'opération collaborative/partenariale

3-1 : Objectifs de l'opération et description générale de l'opération

Cette étude en plein champ permettra de mesurer l'impact d'une reconstitution de sol à la fois sur la croissance et l'état sanitaire du pin, mais aussi sur la végétation accompagnatrice, la qualité du sol et de l'eau sous-jacente.

Considérant que les caractéristiques d'un sol vont directement impacter les taux de survie et de croissance initiale des plantations forestières, les bénéfices attendus au niveau agricole sont multiples :

- amélioration de la réserve hydrique et du pouvoir d'agrégation du sol pour retenir les éléments nutritifs,
- amélioration de la dynamique pour la culture du pin en favorisant le potentiel de développement des plants sur les premières années qui contribue à la réussite des boisements.

Les résultats obtenus serviront de base afin :

- D'identifier avec les sylviculteurs les axes d'amélioration de la qualité des sols et les enjeux de la fonctionnalité de leur sol dans leur système d'exploitation.
- D'identifier et quantifier les effets de l'apport de sédiments sur la qualité des terres agricoles et sur l'amélioration des pratiques.
- Participer à la proposition d'une nouvelle filière de valorisation des sédiments de dragage qui prend tout son sens sur le Bassin d'Arcachon, en

offrant une complémentarité vertueuse entre les filières maritimes et la forêt.

Indirectement, ce projet permettra de réaliser le dragage du port d'Andernos et d'être plus efficient, à termes, pour la réalisation de ces opérations, dès lors que des volumes plus importants de sédiments pourront être utilement valorisés.

3-2 : Partenaires

Le SIBA sera chef de file d'un partenariat formalisée par une convention. Il prendra en charge le suivi de la qualité de l'eau et l'évaluation du peuplement forestier qu'il confiera sur appel d'offre à une structure technique spécialisée.

Le SMPBA prendra en charge la préparation des sédiments du site des quinconces dont il a la responsabilité, le transport, la mise en place sur la parcelle forestière et la reconstruction du sol, ainsi que l'étude de sol qu'il confiera sur appel d'offre à une structure technique spécialisée.

La commune d'Andernos-les-Bains effectuera la plantation de sa parcelle suivant le protocole défini.

3-3 : Descriptif général des actions de l'opération (le détail de chaque action des partenaires est prévu en annexe 1)

Ce projet consiste à mettre en œuvre une expérimentation sur une parcelle forestière de pins maritimes dont le sol aura été restructuré par l'apport de sédiments de dragage avant la plantation.

Pour le dimensionnement de l'étude, plusieurs facteurs ont été pris en compte, notamment les pratiques courantes de plantation des pins maritimes et la faisabilité technique de la restructuration du sol avec apport des sédiments.

Aussi, deux doses d'apport de sédiments seront étudiées au regard de la composition initiale du sol de la zone d'étude et de la composition chimique des sédiments qui seront apportés. Idéalement, les doses d'apports seront définies à 15 cm et 25 cm de sédiments.

La parcelle forestière mise à disposition est d'une surface de 7 ha, située sur la commune d'Andernos-Les-Bains. Les sédiments proviendront du bassin des quinconces, situé sur la même commune.

D'un point de vue des sédiments et au regards des épaisseurs admises pour chaque modalité et leurs répétitions, il faudra préparer au moins 6 000 m³ de sédiments.

Le protocole prévoira une évaluation structurée du boisement, de la végétation accompagnatrice, du sol et de l'eau sous-jacente.

Le protocole détaillé restera à valider avec le comité de pilotage du projet lors de la réunion de démarrage.

Le projet, porté par le SIBA comme chef de file, est construit autour d'un partenariat avec le SMPBA, la Commune d'Andernos-les-Bains et d'un accompagnement technique spécialisé en sylviculture et agronomie des sols. Ils constitueront le comité technique pour le suivi opérationnel de l'étude.

Seront également associés l'ONF, la DREAL, la DRAF et les exploitants forestiers et tout autre entité volontaire. Tous constitueront le comité de pilotage.

3-4 : Calendrier général de réalisation (un calendrier détaillé par actions et par partenaires est prévu en annexe 2)

Cette étude est envisagée pour une durée de 2 ans après la mise en œuvre de la plantation.

Le phasage envisagé est le suivant, sur la base d'un objectif de plantation au printemps 2024 :

- Préparation de la parcelle : fin 2023
- Préparation des sédiments de l'étude : fin 2023
- Fertilisation de la parcelle, selon les pratiques habituelles : avant plantation
- Piquetage des parcelles unitaires : avant plantation
- Apport des sédiments selon le plan expérimental à définir : avant plantation
- Mélange de chaque parcelle unitaire pour homogénéiser les sédiments avec le premier horizon de sol forestier fertilisé : 1 semaine maximum avant plantation
- Plantation de la zone d'étude et du reste de la parcelle forestière
- Suivi et entretien de la zone d'étude pendant 2 saisons végétatives

3-5 : Plan de financement global (un plan de financement, détaillé, ventilé par partenaires est prévu en annexe 3)

Partenaire	DEPENSES PREVISIONNELLES PAR PARTENAIRE	FEAMPA	REGION	AUTOFINANCEMENT (30%)
SIBA	34 924,00 €	12 223,40 €	12 223,40 €	10 477,20 €
Commune	15 900,00 €	5 565,00 €	5 565,00 €	4 770,00 €
SMPBA	115 241,60 €	40 334,56 €	40 334,56 €	34 572,48 €
TOTAL	166 065,60 €	58 122,96 €	58 122,96 €	49 819,68 €

Chaque partenaire apportera 30% d'autofinancement de ses dépenses et percevra la subvention correspondante une fois perçue par le SIBA.

La date de début d'éligibilité des dépenses pour le SIBA et ses partenaires est la même. Elle est marquée par la date inscrite dans l'accusé de réception du dossier de demande d'aide au titre du DLAL-FEAMPA, réalisé par le GALPA BARVAL, à savoir le 28 août 2023.

Article 4 : Droits, obligations et responsabilité du bénéficiaire chef de file

4-1 : Obligations et responsabilités du bénéficiaire chef de file en tant que coordonnateur administratif, technique et financier du projet

- Il est responsable de la mise en œuvre générale du projet devant l'autorité de gestion et les partenaires. Il est le garant de la bonne mise en œuvre du projet dans le respect des délais prévus dans la convention et conformément à la réglementation en vigueur.
- Il est l'interlocuteur/correspondant unique et disponible de la Région et des partenaires. Cependant, la décision juridique d'attribution de l'aide doit identifier précisément (nom, adresse, SIRET et représentant légal) l'ensemble des partenaires comme bénéficiaires de l'aide.
- Il a la compétence et dispose d'une expérience dans le domaine d'intervention concerné.

4-2 : Obligations et responsabilité en matière de gestion et de suivi administratif et financier

- Il prépare, consolide et présente la demande d'aide européenne pour la réalisation du projet, au nom de tous les partenaires, accompagné par le GALPA BARVAL, qui procède à la saisie des données des partenaires dans le portail de dématérialisation de la Région – Mes Démarches en Nouvelle-Aquitaine.
- Il veille au démarrage effectif du projet et de son exécution conformément au calendrier, aux modalités et aux délais prévus dans les actes juridiques, et alerte le cas échéant les partenaires
- Il communique aux partenaires les résultats/conclusions de l'instruction, les demandes de vérification et de pièces complémentaires le cas échéant, et la décision prise par l'instance de sélection/programmation, la copie de la convention attributive d'aide, et toute information nécessaire permettant aux partenaires de réaliser leurs actions dans les délais requis.
- Il prépare, consolide et communique les demandes de paiement au GALPA BARVAL, à partir des informations et pièces justificatives (comptables, non comptables) transmises par les partenaires, les rapports d'exécution (intermédiaire, final) et les justificatifs de versement des cofinancements publics ou privés. Il veille à la complétude des dossiers de demande de paiement et à la cohérence des informations contenues dans ces demandes de paiement [Dans ce cadre, il procède à la saisie des données des partenaires dans le portail Mes Démarches en Nouvelle-Aquitaine].
- Il reçoit les paiements (acompte(s) et solde) sur une ligne de dépenses dédiées dans sa comptabilité analytique, et procède aux versements des aides européennes aux partenaires dans les meilleurs délais en fonction des pièces et informations communiquées par les partenaires et en fonction des vérifications et conclusions opérées par la Région. Il veille au respect du délai réglementaire de 80 jours en tenant compte des différents acteurs et

circuits de paiement. Il assure la traçabilité financière et comptable des crédits européens concernés.

- Il informe régulièrement le GALPA BARVAL et les partenaires sur l'avancement général de l'opération, et de toute(s) modification(s) du projet (ex : plan de financement de l'opération, objectifs ou nature de l'opération, localisation des actions, etc...), ou de retard de ce projet. En cas d'abandon/de renoncement au projet par un partenaire, le chef de file communique cette information au GALPA BARVAL dans les meilleurs délais, afin de réajuster le plan de financement et procéder le cas échéant à un avenant.
- Il communique aux partenaires et coordonne les éventuels contrôles et audits commandités, demandes de pièces complémentaires et leurs résultats. Il est l'interlocuteur unique des contrôleurs.
- Il rembourse à la Région Nouvelle-Aquitaine les sommes indûment perçues, et demande aux partenaires concernés le remboursement des montants indûment versés

4-3 : Obligations et responsabilité en matière de suivi et d'évaluation de l'opération

- Il assure l'évaluation et le suivi du projet sur la base des indicateurs qui seront conventionnés avec la Région Nouvelle-Aquitaine. Ces indicateurs seront collectés, renseignés et communiqués par les partenaires pour les actions les concernant.

4-4 : Obligation de se conformer à la réglementation européenne, nationale et aux dispositions du programme régional

- Il a la capacité administrative, juridique et financière suffisante pour assurer la mise en œuvre du projet.
- Il dispose d'un système de comptabilité distinct ou d'un code comptable adéquat pour toute transaction liée à l'opération permettant de tracer les mouvements financiers et comptables, et veille à ce que les partenaires disposent également d'un tel système comptable.
- Il veille à ce que les partenaires aient connaissance des règles d'éligibilité et de justification des dépenses conformément aux actes réglementaires fixant les règles d'éligibilité des dépenses et à la réglementation européenne, afin de s'y conformer.
- Il veille à ce que les partenaires aient connaissance des règles sectorielles notamment celles concernant la commande publique, les aides d'Etat et la concurrence, et les règles applicables aux opérations génératrices de recettes nettes afin de s'y conformer, et communique toute pièce justificative probante.
- Il s'assure que le projet est conforme aux principes horizontaux de l'Union européenne (respect des droits fondamentaux, égalité femmes-hommes, prévention de toute discrimination, développement durable).

Nota bene : Lorsque le bénéficiaire chef de file présente des dépenses liées à une action de l'opération, il doit respecter toutes les réglementations en vigueur. Il s'engage à ne présenter, comme les partenaires, que des dépenses conformes aux dispositions européennes et nationales.

4-5 : Obligation en matière de contrôles/d'audits au niveau national et européen

- Il doit se soumettre aux contrôles/audits sur pièces et sur place menés au niveau national et européen
- Il répond aux demandes des corps de contrôle en se rapprochant des partenaires et de la Région.

Article 5 : Droits, obligations et responsabilité des partenaires

5-1 : Obligations et responsabilité dans la mise en œuvre d'une partie de l'opération en tant que partenaire

Chaque partenaire :

- accepte la coordination administrative, technique et financière du bénéficiaire chef de file.
- désigne un interlocuteur pour le suivi des actions afin de faciliter la coordination du bénéficiaire chef de file.

5-2 : Obligations et responsabilité en matière de gestion administrative et financière

Chaque partenaire :

- communique au bénéficiaire chef de file toute information et pièce nécessaire pour constituer la demande d'aide européenne.
- communique au bénéficiaire chef de file toute pièce complémentaire sollicitée lors de l'instruction du dossier.
- informe le bénéficiaire chef de file du démarrage effectif des actions et de leurs exécutions conformément au calendrier, aux modalités et aux délais prévus dans le présent acte juridique. En cas d'abandon/de renoncement au projet, le partenaire informe immédiatement par écrit le bénéficiaire chef de file en précisant le ou les motifs qui l'ont conduit à renoncer à l'opération. Le chef de file communique cette information à la Région dans les meilleurs délais pour réajuster le plan de financement et procéder le cas échéant à un avenant.
- transmet au bénéficiaire chef de file toute information et pièce justificative (comptable et non comptable) nécessaires à la justification physique et financière des actions qu'il a menées pour réaliser le rapport d'exécution (intermédiaire, final) et la demande de paiement de l'opération, ainsi que le suivi des versements des cofinancements publics perçus, et récupère les pièces justificatives concernées. *[Dans ce cadre, il procède à la saisie des données dans le portail de dématérialisation].*

- informe régulièrement le bénéficiaire chef de file de l'avancement général de l'opération, et de toute(s) modification(s) des actions (ex : plan de financement de l'opération, objectifs ou nature des actions, localisation des actions, etc...), ou de retard de ces actions.
- communique au bénéficiaire chef de file toute information et pièce nécessaire permettant de répondre aux demandes des corps de contrôles dans les délais requis.
- Sur demande motivée du chef de file, procède au remboursement des sommes indûment versées, et ce dans les meilleurs délais.

5-3 : Obligations et responsabilité en matière de suivi et d'évaluation de l'opération

- Il transmet au bénéficiaire chef de file les données relatives aux indicateurs de suivi et d'évaluation, qui seront conventionnés avec la Région, des actions ainsi que les pièces nécessaires.

5-4 : Obligation de se conformer à la réglementation européenne, nationale et aux dispositions du programme régional

- Il s'engage à respecter les règles d'éligibilité et de justification des dépenses conformément aux actes réglementaires fixant les règles d'éligibilité des dépenses et à la réglementation européenne. Chaque partenaire est responsable des dépenses qu'il présente au bénéficiaire chef de file. Chaque partenaire s'engage à ne pas présenter plusieurs fois les mêmes dépenses sur le projet et le programme européen, ou sur d'autres projets relevant d'autres programmes européens.
- Il dispose d'un système de comptabilité distinct ou d'un code comptable adéquat pour toutes les transactions liées à l'opération permettant de tracer les mouvements financiers et comptables.
- Il s'engage à respecter les règles sectorielles notamment celles concernant la commande publique, les aides d'Etat et la concurrence et communique toute pièce justificative.
- Il s'assure que les actions sont conformes aux principes horizontaux de l'Union européenne.)

Nota bene :

O Chaque partenaire est responsable des dépenses présentées (au titre des actions qu'il a mené) et figurant dans la demande de paiement. En cas d'irrégularités portant sur ces dépenses, le partenaire assumera les conséquences des irrégularités constatées.

O La convention peut prévoir les modalités de prise en compte des dépenses au réel ou sur une base forfaitaire.

5-5 : Obligation en matière de contrôles/d'audits au niveau national et européen

- Il doit se soumettre aux contrôles/audits sur pièces et sur place menés au niveau national et européen.
- Il transmet au bénéficiaire chef de file toute information et pièce nécessaire en lien avec l'action permettant de répondre aux demandes des corps de contrôle/d'audit dans les délais requis.

Article 6 : Modalités de gestion financière

6-1 : Modalités de paiement

- *Le versement de l'aide peut se faire sous forme d'acompte(s) sur présentation des pièces justificatives de dépenses effectivement réalisées, payées et acquittées par le bénéficiaire et les partenaires et/ou solde final sur présentation des pièces justificatives de dépenses effectivement réalisées, payées et acquittées par le bénéficiaire et les partenaires,*
- Le versement de l'aide est conditionné à la production d'une demande de paiement du bénéficiaire chef de file complète, accompagnée des pièces justificatives probantes permettant d'attester de la réalité de la dépense et des actions et d'un bilan d'exécution au niveau de l'opération et au niveau de chaque partenaire.
- Un tableau présente pour chaque partenaire le montant de l'aide européenne prévisionnelle, sous réserve de la réalisation de l'opération et du respect de la réglementation en vigueur (**Annexe 4 : Tableau présentant les modalités de répartition de versement des aides européennes aux partenaires**).
- Le montant définitif de la subvention à percevoir sera calculé en fonction des dépenses éligibles, payées et justifiées et des cofinancements publics réellement perçus.
- En cas de sous-réalisation financière par l'un des partenaires, il comprend qu'il ne pourra percevoir la totalité de la subvention initiale inscrite dans l'annexe 4 et qu'elle sera proratisée sur la base des dépenses réellement réalisées.
- En cas de sous-réalisation financière par l'un des partenaires, relevée au cours de l'exécution du projet, il sera possible de transférer le reliquat à l'un des autres partenaires, qui seraient à l'inverse en sur-réalisation, tout en restant dans le budget prévisionnel global inscrit dans la convention d'attribution des financements.

6-2 : Modalités de versement des fonds européens au bénéficiaire chef de file et aux partenaires

- Le bénéficiaire chef de file prépare, consolide une demande de paiement et la transmet au GALPA BARVAL. Il sollicite au nom de tous les partenaires la subvention européenne, qu'il perçoit intégralement (**Annexe 5 : Schéma sur les flux financiers**).
- Le GALPA BARVAL transmet la demande de paiement à La Région Nouvelle-Aquitaine, qui s'assure de la conformité des dépenses présentées dans la

demande de paiement par le bénéficiaire chef de file et des pièces justificatives correspondantes.

- Le comptable public verse intégralement sur un compte spécifique le montant de la subvention européenne au bénéficiaire chef de file correspondant aux dépenses présentées dans la demande de paiement.
- Le bénéficiaire chef de file transfère le montant de la subvention européenne du compte dédié aux comptes des partenaires du projet selon les modalités de répartition financière fixées dans la présente convention.

L'aide européenne est versée sous réserve :

- du respect des engagements pris par le bénéficiaire dans son dossier de demande d'aide.
- du respect du taux maximum d'aide Région+FEAMPA de 80 % (taux maximal à préciser ici selon les dispositions applicables à chaque fonds / dispositif / mesure d'aide).
- de la réalisation effective d'un montant de 166 065,60 € de dépenses éligibles réparties par postes de dépenses. vérifiées au regard des règles européennes et nationales en vigueur par le service instructeur.
- du versement effectif des cofinancements publics.
- de la disponibilité des crédits européens.
- de l'ensemble des pièces nécessaires à l'établissement du service fait par l'autorité de gestion
- qu'une enquête/procédure administrative ou pénale n'est pas en cours auprès d'un ou plusieurs partenaires du projet
-

6-3 : Modalités de recouvrement en cas d'indus

En cas de non-respect des obligations ou des engagements du bénéficiaire et notamment en cas de non-exécution partielle ou totale de l'opération ou d'utilisation des fonds non conforme à l'objet de la présente convention, ou du refus de se soumettre aux contrôles, ou d'irrégularité détectée par un contrôle, le(s) financeur(s) peut(vent) mettre fin à l'aide et exiger le reversement total ou partiel des sommes versées majoré d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.

Pour une opération comprenant un investissement dans une infrastructure ou un investissement productif, le bénéficiaire rembourse l'aide si, dans les cinq ans à compter du paiement final ou dans la période fixée par les règles applicables aux aides d'État, selon le cas, l'opération subit l'un des événements suivants :

- l'arrêt ou la délocalisation d'une activité productive en dehors de la zone couverte par le programme ;
- un changement de propriété d'une infrastructure qui procure à une entreprise ou à un organisme public un avantage indu ;
- un changement substantiel affectant sa nature, ses objectifs ou ses conditions de mise en œuvre, ce qui porterait atteinte à ses objectifs initiaux.

- Les sommes indûment versées en faveur de l'opération sont recouvrées au prorata de la période pendant laquelle il n'a pas été satisfait aux exigences.
- Le reversement total de la somme perçue, assorti des intérêts au taux légal en vigueur, sera requis en cas de :
 - refus des contrôles réglementaires ;
 - fausse déclaration ou fraude manifeste ;

Seront en outre appliquées les sanctions financières éventuellement prévues dans la réglementation communautaire et nationale.

En cas de sommes indûment perçues, le bénéficiaire s'engage à reverser celles-ci dans les plus brefs délais et dans leur intégralité, au plus tard dans les 3 mois qui suivent la réception du titre de perception.

Article 7 : Information et publicité

- Le bénéficiaire chef de file et les partenaires s'engagent à mettre en place des mesures de communication et de publicité conformément à la réglementation en vigueur et aux dispositions du programme.
- Le bénéficiaire chef de file transmet aux partenaires toute information et document nécessaire pour assurer le respect des dispositions en matière de publicité et d'information.
- En cas de non-respect de ces obligations en matière d'information et de publicité de l'aide européenne, un reversement total ou partiel de l'aide peut être requis

Article 8 : Conservation des pièces justificatives

- Le bénéficiaire chef de file et les partenaires s'engagent à conserver toutes les pièces justificatives en cohérence avec la date limite fixée dans la convention attributive d'aide européenne passée entre le bénéficiaire chef de file et la Région.
- Les modalités de conservation des pièces justificatives dématérialisées.

Article 9 : Confidentialité et droit de propriété et d'utilisation des résultats

Les bénéficiaires portent ce projet dans l'objectif de communiquer les résultats pour contribuer à faire avancer le sujet de la valorisation des sédiments de dragage en France et en Europe. Les rapports seront publics et utilisables.

Article 10 : Conflit d'intérêt

Le bénéficiaire chef de file et les partenaires s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêt qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention. Il y a conflit d'intérêt lorsque la réalisation impartiale et objective de l'opération est

compromise pour des motifs familiaux, affectifs, d'affinité politique ou nationale, d'intérêt économique, ou pour tout autre motif.

Il s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à toute situation constitutive d'un conflit d'intérêt ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêt en cours d'exécution de la convention et d'en informer le service instructeur.

Article 11 : Procédures en cas de manquement aux obligations contractuelles

- En cas d'irrégularités constatées relevant d'un partenaire, le bénéficiaire chef de file peut suspendre le paiement des aides européennes à ce partenaire et demande le remboursement de l'aide indument versée.
- Si un des partenaires ne respecte pas ses obligations contractuelles, le bénéficiaire chef de file l'informe par écrit afin de prendre les mesures nécessaires pour corriger le ou les manquements identifiés dans un délai raisonnable. Si à l'issue de ce délai, le partenaire n'a pas pris les mesures nécessaires, le bénéficiaire chef de file peut décider d'exclure ce partenaire après avoir consulté préalablement les autres partenaires.
- Si le bénéficiaire chef de file ne respecte pas ses obligations contractuelles, les partenaires peuvent se retourner contre ce dernier pour qu'il prenne les mesures nécessaires pour corriger le ou les manquements identifiés dans un délai raisonnable.

Article 12 : Modalités de traitement des litiges, contentieux

- En cas de litiges, le Tribunal compétent sera la Tribunal administratif de Bordeaux

Article 13 : Modifications de la convention

- Les dispositions de la présente convention peuvent être modifiées par voie d'avenant signé par chacune des parties contractuelles

Article 14 : Annexes

- Annexe 1 : Descriptif détaillé des actions par partenaires
- Annexe 2 : Calendrier détaillé par actions et par partenaires
- Annexe 3 : Plan de financement détaillé, ventilé par partenaires
- Annexe 4 : Tableau présentant les modalités de répartition de versement des aides européennes aux partenaires
- Annexe 5 : Schéma sur les flux financiers

Fait à ...Audenage....., le 15/01/2024

Le président du SMPBA,

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'J. Galand', is written over a horizontal line. The signature is stylized with a large, sweeping initial 'J'.

Monsieur Jean GALAND

Fait à Andernos-les-Bains, le 03 janvier 2024,

Le Maire d'Andernos-les-Bains,



Monsieur Jean-Yves ROSAZZA

Fait à ...Arcachon....., le 26.01.24,



Le Président du SIBA,

Monsieur Yves FOULON

VISA DGS :

Fait àle

Le Maire d'Andernos-les-Bains,

Monsieur Jean-Yves ROSAZZA

2017

Annexe 1 : Descriptif détaillé des actions par partenaires

Pour ce projet, le SIBA sera chef de file et prendra en charge le suivi de la qualité de l'eau et des pins. Il aura en partenaires, le **SMPBA** pour la préparation, le transport des sédiments, la mise en œuvre des essais et le suivi des sols ; la **commune d'Andernos-les-Bains** pour la mise à disposition d'une parcelle forestière et sa plantation suivant le protocole défini.

SIBA	Chef de file du projet : Partenaire gestionnaire de sédiments de dragage, en charge des analyses relatives à la qualité de l'eau
Andernos-les-Bains	Partenaire propriétaire de la parcelle forestière de l'étude, en charge de la plantation de la parcelle
SMPBA	Partenaire gestionnaire portuaire, maître d'ouvrage d'opérations de dragage, en charge de la fourniture, du transport et de la mise en œuvre des sédiments de l'étude, ainsi que du suivi des sols

Annexe 2 : Calendrier détaillé par actions et par partenaires

Fin 2023	ALB	Préparation de la parcelle
Fin 2023	SIBA	Préparation des bassins Contractualisation suivi pin Etat initial Protocoles et procédures réglementaires
Fin 2023	SMPBA	Contractualisation suivi sol Transfert des sédiments
2024	SMPBA	Mise en œuvre des sédiments Suivi sol
2024	ALB	Plantation
2024	SIBA	Suivis eau, végétation
2025-2026	SIBA-SMPBA	Suivis sur 2 saisons végétatives, sol, eau, végétation Rapport final
Chaque année	SIBA	Organisation du COPIL

Annexe 3 : Plan de financement détaillé, ventilé par partenaires

DEPENSES PREVISIONNELLES HT		RESSOURCES		
Postes de dépenses	Montant	Nature des concours financiers	Montant	% du CT
Prestations SIBA (réalisation de 2 piézomètres, analyses eau de nappe, étude végétation)	34 924,00 €	FEAMPA	58 122,96 €	35,0%
Prestations SMPBA (suivi sol, transport et analyses des sédiments)	115 241,60 €	Autre cofinancier public : Région	58 122,96 €	35,0%
Prestations Commune (préparation parcelle, plantation pins)	15 900,00 €	Total des contreparties publiques nationales (a)	116 245,92 €	70,0%
		Autofinancement public (b)	49 819,68 €	30,0%
		Dépense publique totale (a+b)	166 065,60 €	100,0%
		Autofinancement privé		0,0%
		Total concours privés (c)	- €	0,0%
COUT TOTAL	166 065,60 €	COUT TOTAL (a+b+c)	166 065,60 €	

Annexe 4 : Tableau présentant les modalités de répartition de versement des aides européennes aux partenaires

Dépenses prévisionnelles	Objet	Maitre d'ouvrage	Montant HT	TOTAL HT	FEAMPA (35%)	REGION (35%)	Autofinancement 30%
Prestations	Suivi sol	SMPBA	35 241,60 €	115 241,60 €	40 334,56 €	40 334,56 €	34 572,48 €
Prestations	Analyses sédiments T0		900,00 €				
Prestations	Transport et mise en place des sédiments + apport calcique pH		79 100,00 €				
Prestations	Préparation parcelle	Commune	6 500,00 €	15 900,00 €	5 565,00 €	5 565,00 €	4 770,00 €
Prestations	Plantation + fourniture pin		9 400,00 €				
Prestations	Réalisation 2 piezomètres (1 amont 1 aval)	SIBA	5 000,00 €	34 924,00 €	12 223,40 €	12 223,40 €	10 477,20 €
Prestations	Analyses eau de nappe (T0 + 2/an sur 2 ans)		2 750,00 €				
Prestations	Etude végétation		27 174,00 €				
TOTAL			166 065,60 €	166 065,60 €	58 122,96 €	58 122,96 €	49 819,68 €

Annexe 5 : Schéma sur les flux financiers

Le chef de file perçoit la totalité des subventions, pour le partenariat, selon les dépenses réalisées et retenues et dispose d'un délai de 3 mois après perception, pour verser la subvention aux partenaires selon les dépenses réalisées et retenues à l'instruction.

